

Affrontement à Mossoul

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

L'Irak a glissé dans la guerre civile peu après que celle-ci n'éclate en Syrie. L'ex-Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki a mené une politique sectaire qui a aliéné la population sunnite et grandement facilité l'émergence de l'État islamique qui a été proclamé en 2014. La même année, l'armée irakienne a abandonné Mossoul qui est tombée aux mains de l'État islamique. Les combats qui se tiennent actuellement autour de Mossoul impliquent les grandes nations du Moyen-Orient : turque, arabe, kurde et perse. L'Iran conduit la guerre par des milices chiïtes en vue de maintenir son contrôle de la région. La Turquie a les mêmes ambitions que l'Iran, mais redoute l'autonomie et encore plus l'indépendance des Kurdes. Les Arabes sunnites et chiïtes s'entredéchirent.

L'importance économique de Mossoul est majeure. Cette ville est au cœur d'une région riche en pétrole qui a été une des sources de financement de l'État islamique. C'est aussi un carrefour routier important : des autoroutes relient Bagdad à Alep en Syrie et Bagdad à la frontière turque. La plus grande source d'énergie hydroélectrique irakienne se trouve à 60 km de la ville sur le fleuve du Tigre. La ville est assujettie depuis trois ans à l'État islamique et la population sunnite est prisonnière de la charia appliquée dans toute sa rigueur. L'inquiétude est vive chez les Sunnites qui ont subi des sévices graves de la part des milices chiïtes lorsque leurs villes de Falluhah, Tikrit et Ramadi ont été « libérées. » Cette crainte est aggravée du fait que lorsqu'ils perdent une bataille, les combattants de l'État islamique se fondent dans la population civile et dans les localités avoisinantes pour se manifester à nouveau.

Depuis mars 2017, les combats gravitent autour de Mossoul. Les forces gouvernementales irakiennes, les milices chiïtes majoritairement contrôlées par l'Iran, les Peshmergas kurdes ainsi que des milices de Turkmènes, de

Yazidis et de chrétiens cernent l'État islamique autour de Mossoul. La ville est attaquée principalement par l'armée irakienne au Sud et par les Peshmergas kurdes au Nord. Les Kurdes ne font pas confiance à l'armée irakienne et rien ne laisse présager qu'une fois la ville de Mossoul prise, les Kurdes et les forces irakiennes se toléreront¹. Seuls les États-Unis pourront les départager. La Turquie tient également à être présente sur le terrain pour bloquer l'expansion iranienne. Aussi, l'Iran courtise-t-il le Kurdistan irakien. La Turquie qui initie régulièrement des raids contre les forces rebelles du PKK kurde dissimulées dans les hauteurs du Kurdistan fait de même, mais à contrecœur.

Le gouvernement américain qui entraîne les forces irakiennes a décidé d'écarter les milices pro-iraniennes des zones de combat de Mossoul. L'Iran est frustré de ce que ses milices soient marginalisées et qu'elles n'occupent pas une partie de la ville, mais ne peut entrer en compétition avec la couverture aérienne des États-Unis. Une partie non négligeable des Chiites irakiens sont mécontents de la tutelle iranienne. La Turquie non plus ne veut pas de l'Iran à Mossoul : lorsque les milices chiites s'apprêtaient à prendre l'assaut de Tel Afar (40 km à l'Ouest de Mossoul) le président turc Erdogan avait déclaré : « Tel Afar est un problème auquel nous sommes particulièrement sensibles. Nous ne voyons pas de façon positive l'ingérence des milices chiïtes à Tel Afar et Sinjar. » Le chef de la milice pro-iranienne Asaib Ahl al-Haq qui a fait alliance tactique avec le PKK a répliqué: « Nous avons déjà des plans pour affronter les forces turques. »

L'Iran sait que les États-Unis souhaitent l'éviction de ses milices de la région et craint qu'un accord russo-américain ne se conclue à son détriment. Aussi, le président iranien Rouhani courtise-t-il la Russie en signant moult accords commerciaux et en offrant à la Russie d'utiliser les bases militaires iraniennes « au cas par cas.» À ce stade-ci, il semble bien

¹ Par le passé, le gouvernement irakien n'a pas versé au Kurdistan sa part des revenus pétroliers et l'achat de produits agricoles de l'extérieur de l'Irak a eu la préférence sur l'achat de produits agricoles du Kurdistan

que la Russie et les États-Unis se soient entendus pour respecter la quasi autonomie des régions kurdes du Nord de la Syrie. Quant au Kurdistan irakien, un projet de référendum sur l'indépendance est en veilleuse et pourra être mis sur la table une fois que les grandes puissances s'entendront.

Mais, pour ce qui est du futur, il ne faut guère se faire d'illusions car la stabilité est loin d'être garantie. Le recul de l'État islamique est loin de signifier la fin des tensions : l'État islamique a miné la ville et ses combattants peuvent s'immiscer dans la population civile pour ressurgir ailleurs. Le recours aux assassinats-suicides et à la guérilla sont des armes-surprise redoutables.

Lorsque l'on sait que les guerres civiles au Congo, au Pérou et en Afghanistan rentrent respectivement dans leur 22^e, 36^e et 37^e année, on peut se demander si le conflit interne en Irak va encore perdurer plusieurs années.